



Le Président Macron continue sa tournée théâtrale pour défendre tambour battant le budget 2020 présenté par le gouvernement. Il cherche à faire passer l'idée d'un « tournant social » de son quinquennat. Mais la rhétorique présidentielle ne résiste pas à l'analyse du budget (général et de la sécurité sociale). Eléments d'analyse et d'argumentation.

Un budget social ?

La principale mesure « sociale », c'est la baisse de l'impôt sur le revenu (IR) pour la première tranche, passant de 14 à 11%. Cela correspond à un gain de **29 euros** par mois ; pas vraiment de quoi sauter au plafond. C'est également symptomatique de la méthode Macron ; pour redistribuer des miettes de pouvoir d'achat en salaire net, il vide progressivement nos caisses collectives via des baisses d'impôts et cotisations ; il serait bien plus efficace d'augmenter les salaires, mais ce n'est évidemment pas à l'ordre du jour du gouvernement.

Notons également que ces mesures ne bénéficieront pas aux plus démunis qui, faute de revenus suffisants, ne paient pas l'IR. La mesure a un caractère très politique, visant à acheter la paix sociale des classes moyennes inférieures.

En ce qui concerne les personnes les plus vulnérables, les dépenses sociales n'augmenteront que de 0.3%. En prenant en compte l'inflation à 1.3%, ces dépenses vont en réalité **baisser de 1%**. A cela il faut rajouter la baisse des dépenses liées à l'assurance chômage de 2 milliards par an à partir de 2022 et qui va concerner 1.2 millions de privés d'emploi. Le gouvernement a également décidé de baisser les avantages fiscaux des « auto-entrepreneurs », faux entrepreneurs et vrais précaires des plateformes comme Deliveroo. Vous avez dit « budget social » ?

Un budget « écologique » ?

Le gouvernement se gargarise d'une hausse des crédits liés à l'environnement de 800 millions d'euros, soit 0.03% du PIB, une goutte d'eau bien utile pour communiquer. C'est 2 fois moins que l'augmentation du budget de la défense (1.7 milliards), et cela s'accompagne de suppressions de poste au ministère de l'environnement (jusqu'à 5000 à horizon 2022). C'est une augmentation de crédits **40 fois inférieure** à ce que recommandent la plupart des experts qui estiment à **30 milliards par an** les besoins pour respecter les accords de Paris. Le gouvernement a le sens des priorités.

Le mythe du « trou de la sécu »

Le « trou de la sécu » fait son grand retour dans le débat public, repris en boucle sur les chaînes d'info pour justifier les mesures d'austérité à venir. Ce « trou » correspond au déficit cumulé des 4 branches de la sécurité sociale (maladie, vieillesse, accidents et famille) et s'élève à 5 milliards pour 2020, soit 0.2% du PIB ; l'affolement pour un montant si faible est risible.

Pire encore, le « retour du trou », est la conséquence directe des choix gouvernementaux. D'où vient-il ? De la défiscalisation de l'intéressement et de l'exonération des heures supplémentaires. Ces deux éléments expliquent les $\frac{3}{4}$ du déficit (3.4 milliards).

Un budget austéritaire

La rhétorique du « trou de la sécu » est importante pour justifier des coupes budgétaires. C'est bien sûr le secteur de la santé qui sera le premier impacté : **4.2 milliards** d'économies sont visés pour 2020, un effort très important pour le secteur. Les petits hôpitaux seront les premiers à souffrir de la baisse des budgets. Ce sont les personnels qui devront encore une fois faire plus avec moins ; on voit mal comment ils pourraient ne pas craquer. Le gouvernement est directement responsable de la situation catastrophique de nos hôpitaux. Il faut comprendre que ces 4 milliards d'économies servent à financer les baisses d'impôts, notamment des plus aisés. Les soignants.es seront ravis.es de contribuer à l'effort de réduction de la fiscalité de Bernard Arnault.

Un budget néolibéral

Bruno Le Maire le rappelle *ad nauseam*, il mène une politique « de l'offre », c'est-à-dire le cocktail classique baisse du coût du travail (et donc pression sur les salaires), baisse de la fiscalité du capital et du patrimoine des plus riches. Les mesures sont claires en la matière :

- *Flat Tax* (taux d'imposition maximum sur le capital) et suppression de l'ISF pour un coût de **15 milliards en trois ans** (c'est exactement le montant recherché pour financer les retraites à horizon 2025 par ailleurs) ;
- Suppression de la Taxe d'Habitation pour les 20% les plus riches pour un coût de **3.7 Milliards** ;
- Baisse de l'impôt sur les sociétés à 31% puis 25% en 2022 ;
- CICE transformé en baisse permanente de cotisations et CIR pour un coût de **15 milliards**.

Les politiques menées sont exactement les mêmes que celles menées sous Thatcher dans les années 1980, avec les mêmes conséquences : déconstruction de l'Etat social et destruction des caisses de solidarité pour financer les hausses de revenu des plus riches. La brutalité policière elle aussi rappelle Thatcher. Ce « nouveau monde » est décidément bien rance.

Il y a toujours une alternative

Le budget est toujours une affaire de choix politiques. On pourrait par exemple décider pour faire face à l'urgence sociale, au lieu de d'instaurer la « flat tax », de doubler le RSA ; cela coûte 10 milliards d'euros, un montant du même ordre de grandeur.

On pourrait aussi décider d'une politique massive d'investissement en faveur de la transition écologique. Les besoins sont désormais vitaux. Crise sociale et écologique sont les deux faces d'une même pièce.

Comment financer ? Par endettement public ! Les taux d'intérêts sur la dette à 15 ans sont négatifs, à -0.3%. Il n'y aucune raison autre qu'idéologique de ne pas investir massivement et préparer l'avenir. Ce budget 2020 est à l'image des décisions gouvernementales depuis le début du quinquennat : sans vision, sans perspective de long-terme. En remettant au goût du jour de vieilles recettes néolibérales, le « nouveau monde » est une bien triste copie de l'ancien. Le gouvernement prépare méthodiquement la destruction du compromis social hérité de l'après-guerre. Il assèche nos caisses de protection sociale pour tenter de calmer les classes moyennes en colère et pour justifier l'austérité, qui nous appauvrit collectivement toujours un peu plus quand les plus aisés voient leurs revenus s'envoler. Le Président ne devrait pas se vanter d'un tel projet.

Montreuil, le 04/10/2019